

FINANCES

LA JOURNEE FINANCIERE

Montréal, 14 août 1918.

Les compagnies de chemins de fer n'ont pas vu, sans dépit, le gouvernement s'emparer du rail et substituer son administration à la leur. Elles pouvaient craindre que par la force de l'habitude acquise, le provisoire de la centralisation du réseau ne devint définitif à la paix. L'actionnaire qui, comme un lièvre, dresse l'oreille au moindre bruit et s'inquiète d'un rien, se demandait si la socialisation temporaire du rail ne correspondrait pas à la main-mise de l'état sur ses économies. Les compagnies ayant reçu l'assurance qu'à la paix, la gestion de leurs biens leur sera rendue, l'actionnaire qu'il sera protégé pendant la guerre, tous deux ont été rassurés. M. McAdoo ayant annoncé que cette semaine il prêtera l'oreille aux doléances des compagnies, il n'en a pas fallu davantage pour faire miroiter aux yeux du monde de la Bourse les plus belles espérances et provoquer la hausse des chemins de fer. L'imagination est un don heureux puisqu'elle revêt de couleurs vives la triste réalité, mais elle est dangereuse puisqu'elle trompe sur la nature des choses au point de faire prendre parfois une vessie pour une lanterne.

Il est possible, probable même, si l'on veut, qu'une entente plus favorable aux compagnies soit conclue entre elles et le gouvernement. On ne peut mettre en doute l'intention de l'administration de remettre après guerre le rail aux compagnies. L'actionnaire doit faire confiance à M. McAdoo et croire à l'efficacité des mesures qu'il va prendre pour le protéger. S'ensuit-il que déviant de sa ligne de conduite, le gouvernement oublie l'intérêt général et se souvienne du seul intérêt de l'actionnaire? Doit-on croire qu'il va sacrifier l'intérêt général au bénéfice de l'intérêt particulier? Assurer un rendement honnête au capital engagé sur le rail, veut-il un dividende plus élevé que le coupon des valeurs de tout repos? Permet-il d'espérer, sinon de prévoir, une hausse des chemins de fer, comparable à celle qui a porté les cours au niveau de folie de la période d'enthousiasme déchaîné par la guerre?

Les cours des chemins de fer sont presque au niveau de hausse extrême de l'année, ils entraînent des valeurs industrielles à leur suite. Le prochain emprunt laissera-t-il assez d'argent dans les banques pour que s'accélère la danse des millions par quoi s'accompagne toute hausse accentuée?

H. M. Connolly & Co.

PERTES CAUSEES PAR LE FEU EN JUILLET

Les pertes causées par le feu durant le mois de juillet tant aux Etats-Unis qu'au Canada, se sont élevées, d'après le "Journal of Commerce", à \$24,537,000, soit un chiffre de 50 pour cent, supérieur à celui du mois correspondant de l'année dernière qui n'a été que de \$16,143,050. Pour les sept premiers mois de l'année 1918, les dommages ont atteint la somme exceptionnellement élevée de \$168,559,685.

COMMANDES DE GUERRE

Un compte rendu officiel du "Bureau Impérial des Munitions" révèle qu'au 31 mai dernier les contrats accordés depuis le début de la guerre aux compagnies canadiennes se totalisaient à \$1,200,000,000. Durant cette période, on a fabriqué au Canada 59,390,000 obus qui ont coûté \$664,300,000.

Quinze pour cent des dépenses totales du ministère anglais des munitions, en 1917, ont été faites au Canada, ce qui doit être considéré comme étant un pourcentage très substantiel, si l'on tient compte du fait que la fabrication des munitions en Grande-Bretagne s'opère sur une très haute échelle et qu'un volume fort considérable de commandes a aussi été octroyé aux compagnies américaines.

A part les obus, le Canada a fourni aux Alliés d'énormes quantités d'aluminium, de nickel et de trinitrolohol, des machines agricoles et des matériaux d'aviation et de chemins de fer. On a expédié du Canada en France 450 milles de rails.

Le "Bureau Impérial des Munitions" fournit aux fabriques de 50,000 à 80,000 tonnes d'acier par mois.

VENTES PAR HUISSIER

- U. Boulianne, François Boulianne, 19 août, 2 p.m., 226 Mentana, Aubin.
- E. Chartrand, A. Hoofateller, 19 août, 11 a.m., 595b Dorchester Est, Aubin.
- A. J. Tremblay, Uldéric Vézina, 19 août, 10 a.m., 60 Marin, Brossard.
- Beaudoin Ltd, Mme H. Jackson, 26 août, 10 a.m., 500 Sherbrooke Ouest, Brossard.
- Cohen Ltd, Saul Iseman, 19 août, 10 a.m., 903 Cadieux, Brossard.
- Beaudoin Ltd, Arthur Chevalier, 19 août, 10 a.m., 456 De Lorimier, Brossard.
- Beaudoin Ltd, A. Coulombe, 19 août, 11 a.m., 166 Hogan, Brossard.

CHANGEMENTS COMMERCIAUX

NOUVELLES FIRMES

- Canadian Anilines and Chemicals, Ltd., 8 Place Rouville, incorporée en Ontario, le 1er octobre 1917, W. P. Buchan, président.

Olympia Palace, Angelos Christos, de Verdun, marié en Turquie, à Katharina Jacobon, Valérie Poulin, de Verdun, séparé de biens de Sah, Syrkos, Toto Nassis, marié à Epiros, à Flora Jones. Harry Emmanuel, célibataire. Efsthathios, Satirion, marié en Turquie à Zapire Tanon, Keriacos Bettas, marié à Epiros à Eprosina Bitas, depuis le 17 juillet 1918.

A. O. Kock, sole, Albert O'Kock, célibataire, depuis le 16 juillet 1918.

The Electrolock Co., Joseph Toussaint, A. Gaucher, Thomas Hébert Nicholson, depuis le 29 mai 1918

Fairfax Forgings Ltd., Longue Pointe, incorporée par lettres patentes fédérales, en mai, C. T. Doutré président.

Style Clothes, Solomon J. Levine, Ma-Rubenstein, séparée de biens de Henry Shapiro, depuis le 25 juillet 1918.

Schwartz Bros., "Junk", Jos. Schwartz, en communauté de biens de Rima

Wise, Saul Schwartz, marié en Roumanie, à Golda Zultman, depuis le 25 juillet 1918.

Never Sleep Mfg. Co., 619 Marie-Anne Est, John W Morrissette, célibataire, Joseph Rosario Louis Laforce, en communauté de biens, depuis le 26 juillet 1918.

Grand Rule Dye Works, 385a Avenue Victoria, Samuel Finkelstein, marié à Pelli Mascolick, Jake Lasofsky, marié à Selly Brozgold, depuis le 19 juillet 1918.

Beaver Engineering Co., Ltd., incorporée par lettres patentes fédérales, le 18 juillet 1918, Chas. Godfroi de Tonancour, président.

The J. Cadieux Co., Ltd., incorporée par lettres patentes fédérales, le 19 janvier 1918, J. E. Charbonneau, président

C. Hayward, plâtrier, Clément Hayward, en communauté de biens de Ethel Janetta German, depuis le 13 juillet 1918.